

Art. 1^{er} : *Amendement de M. Dumas tendant à reprendre le texte du Conseil de la République pour les cantons de Fort de France* [30 juillet 1949] (p. 5574); — du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 42 : *Son amendement tendant à exonérer de la taxe locale les ventes de bananes en gros* [23 juillet 1949] (p. 5148); — du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat : *Rappel au règlement de M. Peron (Passage à la discussion des articles)* [3 mars 1950] (p. 1791); Art. 1^{er} : *Son sous-amendement tendant à ne pas appliquer cette loi aux actes accomplis conformément à la déclaration des droits* (p. 1820); — du projet de loi relatif à la ratification de l'accord d'aide mutuelle entre la France et les Etats-Unis : *Discussion générale* [15 mars 1950] (p. 2075, 2076, 2077, 2078); — d'une proposition de loi relative au statut des fonctionnaires et auxiliaires des départements d'outre-mer; Art. 1^{er} : *Assimilation des fonctionnaires des départements d'outre-mer aux fonctionnaires de la métropole* [31 mars 1950] (p. 2699, 2700, 2701); Art. 2 : *Son amendement relatif au calcul de l'indemnité de résidence* (p. 2708, 2709, 2710); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [1^{er} avril 1950] (p. 2786, 2787); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 25 : *Amendement de M. Babet tendant à reprendre le texte gouvernemental relatif à la création d'une caisse de prêt aux artisans* [25 avril 1950] (p. 2823); — d'une proposition de résolution relative à la situation des fonctionnaires des territoires d'outre-mer à la suite des grèves : *Discussion générale* [17 mai 1950] (p. 3755, 3756, 3757); *Son amendement tendant à attirer l'attention du Gouvernement sur certains cas intéressants* (p. 3759); *le retire* (ibid.); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; AGRICULTURE, Chap. 3350 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service de la répression des fraudes (Personnel des services de conditionnement dans les territoires d'outre-mer)* [25 mai 1950] (p. 3925); *le retire* (p. 3926); JUSTICE, Chap. 1100 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les justices de paix (Agents des tribunaux des territoires d'outre-mer)* [1^{er} juin 1950] (p. 4128, 4129); *le retire* (p. 4129); TRAVAIL ET SÉCURITÉ

SOCIALE, Chap. 1180 : *Amendement de Mlle Archimède tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités aux fonctionnaires des départements d'outre-mer (Allocation aux vieux travailleurs)* [5 juin 1950] (p. 4257); FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 3140 : *Son amendement tendant à réduire de 32 millions 525 mille francs les crédits demandés pour la radiodiffusion dans les territoires d'outre-mer* [6 juin 1950] (p. 4342); AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Chap. 6020 : *Amendement de Mlle Archimède tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour participation à des dépenses internationales (Commission des Caraïbes)* [20 juin 1950] (p. 5073, 5074); ÉDUCATION NATIONALE, Chap. 1420 : *Personnel des écoles primaires élémentaires (Enseignement primaire à la Martinique)* [23 juin 1950] (p. 5239). — Dépose une demande d'interpellation sur la non application de la loi du 3 avril 1950 concernant les fonctionnaires dans les départements d'outre-mer [14 juin 1950] (p. 4752). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au maintien dans les lieux dans les départements d'outre-mer : *Discussion générale* [29 juin 1950] (p. 5286); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; LOI DES CRÉDITS, Art 49 N : *Amendement de M. Valentino tendant à supprimer le 3^e alinéa relatif à l'application de la sécurité sociale dans les départements d'outre-mer* [2 août 1950] (p. 6451).

CHABAN-DELMAS (M. Jacques), Député de la Gironde.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commission de la presse [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de la défense nationale [11 février 1947] (p. 276); de la Commission de la production industrielle [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300); de la Commission de la marine marchande et des pêches [23 janvier 1951] (p. 348). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de Justice (Application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [20 mai 1947] (p. 1678), [23 novembre 1948] (p. 7150).

Interventions :

Est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Fernand Grenier relative à la distribution des journaux [21 mars 1947] (p. 997, 998). — Prend part à la discussion de la proposition de loi de M. Robert Bichet sur la distribution des journaux [27 mars 1947] (p. 1145, 1146, 1147); Art 5 bis (suite) : *Son amendement tendant à limiter à 100 millions les crédits pouvant être garantis par l'Etat* [29 mars 1947] (p. 1292); le retire (p. 1310); Art. 17 bis : *Amendement de M. d'Astier de la Vigerie tendant à faire fixer par la loi le sort du matériel et des entreprises de distribution actuellement réquisitionnés* (p. 1294); Art. 17 ter : *Amendement de M. d'Astier de la Vigerie tendant à ce que le contrôle du Commissaire du Gouvernement s'étende aux sociétés dans lesquelles les coopératives sont majoritaires* (p. 1294, 1295, 1296); *Amendement de M. Gosset tendant à ce que le Commissaire du Gouvernement exerce ses fonctions sur avis du Conseil supérieur des messageries* (p. 1295, 1296); *Ses observations sur l'ensemble de l'article* (p. 1309); Art 5 bis (suite) : *Amendement de M. Jacques Chastellain tendant à n'accorder la garantie de l'Etat qu'autant que les présidents et gérants auront donné leur caution personnelle* (p. 1310); *Ses observations sur l'ensemble de la proposition de loi* (p. 1311). — Est entendu au cours du débat sur l'interpellation de M. Fernand Grenier relative à la dévolution des biens des entreprises de presse [20 juin 1947] (p. 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); JEUNESSE, ARTS ET LETTRES : *Discussion générale* [10 juillet 1947] (p. 2920, 2921); — de l'interpellation de M. Jacques Duclos sur la politique générale du Gouvernement [28 octobre 1947] (p. 4927); — du projet de loi portant aménagements fiscaux : Art. 12 bis : *Son amendement tendant à élever à 60.000 francs l'abattement à la base pour les ostréiculteurs* [23 avril 1948] (p. 2227); — du projet de loi portant statut provisoire de la S.N.E.C.M.A. : *Discussion générale (Politisiation de la S.N.E.C.M.A.)* [23 juin 1948] (p. 3858 et suiv.). — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949 : (*Ses explications de vote sur l'ensemble*) [23 décembre 1948] (p. 7957, 7958);

— du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Education nationale; Chap. 548 : *Amendement de M. Cayol tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'activité théâtrale* [5 avril 1949] (p. 2091, 2092, 2094); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières : *Discussion générale (Ses observations sur les charges sociales de la S.N.C.P.)* [23 mai 1949] (p. 2838); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949 : *Discussion générale* [10 juin 1949] (p. 3244, 3245, 3246); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er}, Etat A. GUERRE, Chap. 316 : *Prime d'alimentation* [22 juillet 1949] (p. 5024); MARINE, Chap. 904 : *Refonte et gros travaux de la flotte (Achèvement du Jean-Bart et du Clemenceau)* (p. 5026, 5029, 5030, 5032, 5033). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Inutilité de tenir une séance de nuit*) [24 juin 1949] (p. 3790). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la réorganisation des Sociétés nationales de constructions aéronautiques : *Discussion générale* [28 juin 1949] (p. 3829, 3830, 3831, 3832, 3833); Art. 3 : *Son amendement relatif à la transformation des prêts en apport de capital* (p. 3889); *Son amendement relatif au transfert de matériel prêté par l'Etat* (p. 3889); — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné : (*Ses observations sur le programme de M. Bidault*) [27 octobre 1949] (p. 5920, 5921, 5922); *Ses explications de vote sur la motion investissant M. Bidault de la confiance de l'Assemblée* (p. 5937). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Suite de la discussion des interpellations sur les incendies des Landes*) [17 janvier 1950] (p. 297). — Prend part à la discussion : des interpellations sur les incendies de forêt des Landes (*Son ordre du jour demandant une enquête administrative et technique sur la catastrophe et un statut de la Commission régionale des Landes de Gascogne*) [20 janvier 1950] (p. 396); *Sa demande de priorité* (p. 396, 397, 398); *Ordre du jour de confiance de M. Lamarque-Cando* (p. 401); *Quatrième paragraphe de l'ordre du jour de M. Lamarque-Cando relatif à la direction de la lutte contre le feu* (p. 401); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; EDUCATION NATIONALE, Chap. 5490 : *Activité théâtrale (Situation du théâtre de Bordeaux)*

[19 juillet 1950] (p. 5588, 5590, 5591, 5595), [22 juillet 1950] (p. 5804); — du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires en 1950, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [21 juillet 1950] (p. 5762, 5763, 5764); — du projet de loi relatif à la fixation d'un programme aérien : *Discussion générale* [28 juillet 1950] (p. 6156, 6157, 6158, 6159); — du projet de loi portant répartition du produit de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires : *Discussion générale* [5 janvier 1951] (p. 199, 200); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 3 : *Découpage de la Gironde* [21 mars 1951] (p. 2447, 2448); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à ne pas diviser la Gironde en deux circonscriptions* (p. 2449). = S'excuse de son absence [21 novembre 1950] (p. 7951). = Obtient un congé [21 novembre 1950] (p. 7951).

CHAMANT (M. Jean), Député de l'Yonne.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951], (p. 348); de la Commission des affaires étrangères [14 décembre 1948] (p. 7566 et 7567). — Est élu secrétaire de la Commission de la justice et de législation [*J. O.* du 19 janvier 1950] (p. 717), [*J. O.* du 25 janvier 1951] (p. 882). — Est nommé membre : de la Commission chargée de proposer des mesures de grâce amnistiante en Algérie [4 février 1947] (p. 148); de la Commission chargée d'enquêter sur les faits relatés dans la déclaration du Président du Conseil du 17 janvier 1950 [31 janvier 1950] (p. 383). Est élu secrétaire de cette Commission [2 février 1950] (F. n° 510) — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de justice (application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [7 juin 1949] (p. 3172).

Dépôts :

Le 22 avril 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur

le projet de loi modifiant la loi du 28 avril 1919 relative à l'organisation judiciaire, aux traitements, au recrutement et à l'avancement des magistrats. n° 4000. — Le 7 septembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer au plus tôt un projet de loi sur le mode d'élections à l'Assemblée Nationale, n° 5439. — Le 24 juin 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi rattachant le canton de Laissac à l'arrondissement judiciaire de Rodez, n° 7617. — Le 1^{er} février 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 36 de la loi du 5 octobre 1946 relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, n° 12014. — Le 25 avril 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à verser aux vieux travailleurs salariés qui ne bénéficient pas de l'allocation-vieillesse une retraite proportionnelle au nombre d'années pendant lesquelles ils ont cotisé aux assurances sociales, n° 12951.

Interventions :

Dépose une demande d'interpellation sur l'attitude que le Gouvernement compte adopter eu égard à l'évolution de la situation internationale et sur la politique qu'il entend suivre à l'égard des pays anglo saxons [13 juin 1947] (p. 2126); la retire [25 juillet 1947] (p. 3575). — Est entendu sur la démission de M. Noguères, en qualité de *Président de la Haute cour de justice*: *Motion de Mme Peyroles* [30 janvier 1948] (p. 328). — Dépote une demande d'interpellation sur l'attitude du Gouvernement envers le roi Michel de Roumanie [6 mars 1948] (p. 1482). — Pose une question à M. le Ministre de l'Agriculture relative à la répartition de l'essence parmi les agriculteurs [4 juin 1948] (p. 3231). — Est entendu au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné : *Ses observations sur la politique à suivre par M. André Marie* [24 juillet 1948] (p. 4885). — Prend part à la discussion du projet de loi portant dévolution des biens des entreprises de presse : *Sa demande de renvoi à la Commission de la justice* [4 janvier 1951] (p. 133, 134) : — Dépote une demande d'interpellation sur la perquisition faite chez un avocat pour saisir des pièces confiées sous le sceau du secret professionnel [5 janvier 1951] (p. 188). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au déve-